

LE CANADA FRANÇAIS

Publication de l'Université Laval

POUSSÉES DE BOLCHEVISME DANS LA GRÈCE ANTIQUE

Le mot *bolchevisme* fut inconnu dans l'antiquité, et pour cause ; mais les réalités qu'il signifie datent de ces temps lointains. Les sociétés décadentes de toutes les époques ont été minées par la gangrène du communisme. Vu que nous en sommes menacés à l'heure actuelle, il est à propos d'envisager les aspects anciens de ce désordre social. Peut-être y a-t-il quelque bonne leçon à tirer d'une semblable étude.

Avant d'aborder ce captivant sujet, n'allons pas croire qu'il nous offre un tableau semblable en tout point à celui que nous avons sous les yeux. Les sociétés anciennes en générale, et tout particulièrement la société grecque, n'avaient pas bénéficié de vingt siècles de christianisme. L'esclavage était alors une institution légale. Or la main-d'œuvre des esclaves modifiait de façon radicale les données du problème. Est-il besoin de faire remarquer, au surplus, que les cités étaient loin d'avoir pris l'extension de nos villes modernes ? Jusqu'aux environs du Vème siècle avant J.-C., la population hellénique fut presque exclusivement attachée à la culture du sol. Le commerce et l'industrie occupaient une place restreinte chez les descendants des héros homériques. Même au déclin de la Grèce, les compétitions portèrent principalement, non sur l'or des banques, mais sur la possession des richesses terriennes. Si l'on voulait rencontrer des analogies plus frappantes entre le passé et le présent, il faudrait se reporter à notre XVIIIème siècle, avant la Révolution Française. Le XIXème siècle a relégué au second plan les questions agraires. Il est permis de le déplo-

rer, mais l'histoire est là pour nous présenter des faits dont nous devons tenir compte.

Nous verrons donc les luttes qui se livrèrent autour des biens fonciers ; elles commencèrent avec l'avènement de la tyrannie, à l'intérieur des frontières helléniques, et ne prirent fin qu'avec une autre tyrannie, venue de l'extérieur cette fois, pour supprimer l'indépendance de ce peuple qui semblait né pour perpétuer dans le monde la plus brillante des civilisations.

*

* *

L'esprit révolutionnaire se fit jour, plus d'une fois, parmi les esclaves. L'esclave, en principe, ne possédait rien. Mais il n'était pas rare, nous dit Paul Guiraud, que son maître le laissât libre de se constituer un petit pécule, et même qu'il lui en procurât les moyens. Dans l'*Économique* de Xénophon, Isomachos déclare que, lorsqu'il est très satisfait d'un serviteur, " il le traite comme un homme libre et l'enrichit ". (*Économique*, XIV, 9.) D'après Eschine, les esclaves d'État étaient quelquefois assez riches pour vivre dans le luxe. Malheureusement, une multitude de ces déshérités ne jouissait pas des mêmes avantages. Il y eut des moments où leur irritation fut telle qu'ils se révoltaient en masse ; c'était l'équivalent de nos grèves. Les Hilotes de Sparte passaient pour particulièrement insoumis. Walton nous dit, dans son *Histoire de l'esclavage dans l'Antiquité*, qu'il fallut multiplier les précautions contre eux. Si l'on en croit Hérodote (VI, 83), des troubles analogues agitèrent la ville d'Argos.

Mais là ne résidait pas le principal danger pour l'ordre social. Les répressions étaient aussi faciles que sévères. Il se produisit de véritables hécatombes dans les rangs de cette classe inférieure.

Il n'en allait pas de même quand il s'agissait de travailleurs indépendants. Ceux-ci se partageaient en deux catégories : les étrangers ou *métèques*, et les *citoyens*. Bien que les métèques eussent contre eux une législation des plus restrictives, on avait à leur égard des complaisances en rapport avec leurs services, et il leur était facile d'en abuser ; les tyrans qui voulaient s'emparer du pouvoir n'avaient qu'à

faire signe à ces prolétaires, toujours prêts aux complicités anti-constitutionnelles. Quant aux citoyens, on sait qu'en dehors de Sparte, où le travail manuel impliquait une déchéance, la plupart des habitués de l'*Ecclesia* (Assemblée du Peuple) exerçaient une profession à la campagne ou à la ville. Démosthène ne rougissait pas de son père qui était armurier. Au dire de Xénophon, l'*Ecclesia* d'Athènes se composait principalement de foulons, de cordonniers, de charpentiers, de forgerons, de cultivateurs, de commerçants, de détaillants. (*Mémoires*, III, 7, 6.) Aristophane, dans son *Assemblée des Femmes*, avait beau jeu pour exercer sa verve contre ce singulier Parlement.

Tels étaient les vrais maîtres de l'État, à partir du Vème siècle ; les rois avaient pratiquement disparu ; le vieil Aréopage n'était conservé que comme une relique inoffensive ; le Conseil, sorte de sénat, était aux ordres de l'Assemblée du Peuple. Les travailleurs étaient de droit, sans élection, à la tête de la République ; c'était la démocratie, au vrai sens du mot. Qu'on se figure aujourd'hui les syndicats ouvriers et paysans admis de plein droit à la députation, on aura une idée du gouvernement athénien.

Comment était-on parvenu à ce régime ? Il avait fallu renverser les oligarchies des Eupatrides, qui détenaient jadis tous les pouvoirs. Aux moments critiques, pour prévenir tout retour offensif de ces privilèges, le peuple avait favorisé la domination passagère des tyrans, dont le rôle fut plus d'une fois salutaire : ces dictateurs faisaient exécuter de grands travaux pour parer au chômage et au désœuvrement dans les villes ; à la campagne, les petites gens se mettaient à cultiver les biens des bannis. Mais les tyrans avaient disparu, sitôt leur mission terminée : comme le dit Aristote, " il n'y a pas un homme libre qui supporte volontairement un tel pouvoir ". (*Politique*, VI, 8.) Le peuple entend se gouverner lui-même, c'est-à-dire " faire ce qu'il veut ".

La Grèce n'est pas encore soviétique, mais elle s'y prépare. Bientôt, il n'y aura plus de distinction entre les classes censitaires : pentacosiodimnes, cavaliers, zeugites, thètes, entre lesquels la quantité respective de récolte annuelle élevait une barrière pour l'accès aux charges honorifiques, seront considérés comme égaux et les plus humbles aspi-

reront au partage de tous les biens. Ces prétentions s'affichèrent surtout après les Guerres Médiques (492-449) durant lesquelles tous les citoyens avaient contribué à la victoire.

Après cet effort commun contre les Perses, on peut dire que l'histoire grecque ne relate plus que des guerres civiles où les luttes sanglantes entre Athènes, Sparte et Thèbes ont des causes économiques non moins que politiques.

Un instant, Périclès (492-429) retient son peuple sur la pente fatale. Comme le dit Thucydide (II, 8), "grâce à l'élévation de son caractère, à la profondeur de ses vues, à son désintéressement sans borne, il exerçait sur Athènes un incontestable ascendant... Ne devant son crédit qu'à des moyens honnêtes, il n'avait pas besoin de flatter les passions populaires ; sa considération personnelle lui permettait de les braver avec autorité... La démocratie existait de nom, mais en réalité c'était le gouvernement du premier citoyen. Ceux qui lui succédèrent, n'ayant pas la même supériorité et aspirant tous au premier rôle, se mirent à flatter le peuple et à lui abandonner la conduite des affaires".

C'est à ce moment que les doctrines communistes eurent des défenseurs, et non parmi les moindres des Athéniens.

*

* *

Déjà, bien avant la période où nous sommes parvenus, Pythagore aurait prôné le communisme : "Aux yeux de ce philosophe, dit Porphyre, le principe de la justice, c'est la parfaite égalité, l'identité des sentiments entre les autres et nous, l'habitude de considérer comme synonymes ces deux mots, le mien et le tien... Il estimait qu'un objet possédé en propre est une source de discorde et de troubles." (Porphyre, *Vie de Pythagore*, XXX, 167-168.) Quelque suspect que soit ce témoignage, qui n'est corroboré nulle part ailleurs, il nous permet d'être moins surpris en trouvant des idées presque identiques dans la *République*, de Platon.

D'après ce philosophe, bien que les citoyens soient divisés par castes, laboureurs, artisans, soldats, magistrats, il ne doit y avoir aucune propriété. Le seul propriétaire, c'est l'État, et les terres seront partagées à intervalles égaux

entre les laboureurs. Sur la récolte annuelle, on prélèvera de quoi suffire à la subsistance des soldats. Les miliciens " mangeront assis à des tables communes, comme dans le service en campagne. Ils n'auront rien à eux, ni terres, ni maison, ni argent... Les femmes des guerriers seront à tous, les enfants de même, et les parents ne connaîtront pas leurs enfants, ni ceux-ci leurs parents ". (*République*, V.)

Pour préciser la pensée de Platon, dont le système manque de consistance, Aristophane s'en est amusé dans l'*Assemblée des Femmes* et l'a porté à ses conséquences extrêmes. Praxagora dit à son mari Blépyros : " Il faut que tous aient leur part de tous les biens, devenus communs, et en vivent. On ne verra plus, ici des riches, là des misérables, celui-ci cultiver de vastes domaines, pendant que celui-là n'aura pas même de quoi se faire enterrer, les uns commander à une foule d'esclaves, les autres n'avoir même pas un serviteur. Je ne fais qu'une existence à tous et uniforme pour tous. " Blépyros a beau opposer à son épouse objections sur objections, elle a réponse à tout. Même sur la question matrimoniale, l'audacieuse réformatrice n'a aucun scrupule : " Chaque homme aura droit à toutes les femmes et pourra se croire le père de tous les enfants. " (*Assemblée des Femmes*, 590 et suiv.)

En dépit des outrances d'Aristophane, le communisme de Platon survécut à son fondateur. Les Cyniques et les Stoïciens en adoptèrent une partie. (Diogène Laërce, VI, 11 et 72.) Il est vrai que Platon se rétracta dans sa vieillesse, mais ses idées avaient fait leur chemin.

Aristote en était sans doute effrayé, car il attaqua vivement Platon. (*Politique*, liv. II.) Moins chimérique que l'auteur de la *République*, il se prononce résolument pour la propriété individuelle qui seule, à ses yeux, répond aux sentiments les plus intimes de l'homme : " Rien, dit-il, n'inspire moins d'intérêt qu'une chose dont la possession est commune à plusieurs personnes ; on s'occupe beaucoup d'une chose qu'on a en propre, et moins d'une chose qu'on a en commun avec d'autres. " (*Ibid.*, II, 1, 10.)

Ce n'est pas qu'Aristote vise à la concentration indéfinie des richesses entre les mêmes mains. Il voit un danger dans la *chrématistique*, c'est-à-dire dans l'échange des produits par la monnaie, parce que l'argent recule jusqu'à des limites extrêmes les bornes de la possession individuelle ;

c'est la spéculation monétaire qui engendre les grosses fortunes. Chaque citoyen ne devrait acquérir que les objets nécessaires à l'existence : il est " contre nature " d'acquérir quoi que ce soit en dehors, et c'est imprimer à ses facultés une direction anormale, que de les consacrer à la poursuite incessante d'un bien superflu. (*Ibid.*, I, 3, 8 et suiv.)

Mais comment arriver à cette juste mesure ? Il ne s'agit pas d'exproprier les riches, ce qui serait une lourde faute. (*Ibid.*, VIII, 7, 12.) L'État, sans recourir à cette spoliation, fixera la quantité maxima des terres que chaque citoyen aura le droit de s'approprier et mettra l'acquisition du sol à la portée des petites bourses, en favorisant le morcellement. Le philosophe prévoit même à cette fin les allocations gratuites et non remboursables, prélevées sur les excédents budgétaires, pour aider les pauvres à acheter une parcelle de terrain. (*Ibid.*, VII, 3, 4.) Il conseille enfin aux riches de se montrer généreux envers les gens du peuple. (*Ibid.*, VII, 3, 5.)

Un élément d'équilibre, c'est la prépondérance de la classe moyenne : " Chaque fois que les uns sont dans l'opulence et les autres dans l'indigence, il en résulte ou la pire des démocraties, ou une oligarchie effrénée, ou la tyrannie qui naît de ces deux régimes." (*Ibid.*, VI, 9, 8.)

Aristote ne peut aller plus loin dans l'exposé pratique de son système. Pour lui, le problème est d'ordre moral et tout est subordonné à la réforme des mœurs. L'éducation publique inspirera aux citoyens les vertus nécessaires.

Ces conseils ne furent pas suivis. La dernière période de l'histoire grecque abonde en exemples de spoliations, suivies de terribles représailles. Partout, l'abolition des dettes et le partage des terres figuraient en tête du programme des démagogues. (Lysias, XXIV ; Diodore de Sicile, XIV, 4.) L'égalité des droits politiques semblait entraîner l'égalité des biens matériels. Encore que ce soient là des choses absolument distinctes, les gens du peuple n'y regardent pas de si près : " Par ignorance autant que par intérêt, ils s'obstinent à les confondre, et il leur paraît anormal que, sous un régime d'égalité politique, il subsiste de profondes inégalités sociales." (Paul Guiraud, *la Propriété foncière en Grèce*, p. 603.)

En l'occurrence, les magnats de la fortune ne sont pas plus excusables que les miséreux, car l'étalage du luxe est

un appel constant aux colères de la plèbe : " Quelles mœurs accompagnent la fortune, dit Aristote, on l'aperçoit aisément. On devient arrogant et hautain sous l'influence de la richesse que l'on acquiert. Les riches s'imaginent qu'ils possèdent tous les biens, leur disposition morale en est affectée. Ils sont délicats, à cause de leurs habitudes de mollesse et de leur penchant à étaler leur prospérité. Ils sont fastueux et vains... Ils se croient dignes d'occuper les magistratures, car ils croient avoir tout ce qu'il faut pour les mériter. " (Aristote, *Rhétorique*, II, 9.) Ces défauts s'aggravent chez les parvenus, et pourtant, ajoute Aristote, " ce sont ces gens-là qu'on est le moins enclin à respecter ".

Si nous étions dans une humanité idéale, autrefois comme aujourd'hui, la richesse devrait être l'apanage exclusif du talent et de la vertu. Mais, dit Aristophane, Plutus est aveugle et jette ses faveurs à tort et à travers. Que le dieu recouvre la vue, et tout ira pour le mieux. (Aristophane, *Plutus*, 489 et suiv.)

Ne voyant pas d'issue constitutionnelle à cette situation, les Grecs finirent par renoncer à toute idée de patrie, puisque la patrie était une marâtre ; ils eurent horreur de la guerre contre l'étranger macédonien ; les riches espérèrent que Philippe sauvegarderait leur situation, et les pauvres crurent qu'il ferait régner l'équité. Voilà ce qui rendit inutiles les prédications patriotiques d'un Démosthène.

*

* *

Nos États contemporains doivent-ils sombrer de la sorte et assurer le triomphe de quelques dictatures, destinées à régner sur des ruines avant d'établir un nouvel ordre social ? Chaque période de l'histoire du monde nous montre l'épanouissement de quelque nouvelle hérésie, prometteuse de bonheur mais féconde en fruits amers. La négation des dogmes religieux semble un amusement démodé à nos hérésiarques modernes ; c'est du byzantinisme archaïque. Leurs attaques sont dirigées contre la morale, et tout spécialement contre le septième article du Décalogue, dont la notion s'obscurcit de plus en plus. Pour en réhabiliter la valeur, il faudra reconstruire tout l'édifice des antiques croyances : sans le culte divin, il serait puéril de prêcher l'observation de la justice et de la charité mutuelle.

En examinant l'Antiquité, on est frappé de deux choses : la gravité du mal et la nécessité des remèdes moraux que préconisaient certains philosophes. Les enseignements sociaux de nos chefs spirituels, à notre époque, semblent en bonne partie calqués sur ceux d'Aristote. Mais Aristote n'avait pas à sa disposition les forces mystérieuses du Christianisme, seul capable de nous régénérer. Si notre prétendue civilisation est revenue pratiquement à l'esclavage de nombreux travailleurs, réduits à la portion incongrue par quelques accapareurs des richesses mondiales, c'est que l'humanité a subi une régression de vingt siècles et plus. Il serait temps de mettre fin à ce formidable recul. " Dieu a fait les nations guérissables ", mais cette parole ne s'applique qu'aux nations qui veulent bien se laisser guérir. Une ère nouvelle n'est possible que si les peuples croyants, investis d'une mission de salut, ne se laissent plus entraîner par le grand courant d'apostasie.

Abbé F. CHARBONNIER.

SOURCES : Platon, Aristote, Xénophon, Thucydide, Polybe, Aristophane, etc.

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS : Gustave Glotz, *Histoire grecque, la Cité grecque, le Travail dans la Grèce ancienne*. — Paul Guiraud, *la Main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce, la Propriété foncière en Grèce jusqu'à la conquête romaine*. — J. Toutain, *Économie antique*.